

en Andalousie, effectuée à l'appel des Mozarabes de Grenade et Séville, furent condamnés au bannissement et réinstallés dans ces villes du Maghreb, ce qui ne manqua pas de poser des problèmes juridiques concernant l'administration des biens abandonnés en Andalousie, les ressources de ces communautés et l'exercice de leur culte en terre marocaine (cf. *Studia Islamica* LXVII, 1988, p. 99-120).

La quatrième partie (p. 247-400) présente en premier lieu l'organisation politique et administrative almoravide sous le gouvernorat de 'Alī b. Yūsuf b. Tāšfin, colportant certaines affirmations depuis longtemps controversées : les *Ġuzz* (p. 258) ne pouvaient faire partie des contingents militaires almoravides, cette tribu turque ne passera d'Égypte en Afrique du nord qu'au milieu du XII^e siècle à l'époque almohade (cf. *EI²*, II, art. « *Ghuzz* » de Cl. Cahen, p. 1132-1138). De même, le *hašam* (garde personnelle) de Yūsuf b. Tāšfin était loin d'être composé de Ġazzūla, Lamṭa, Zanāṭa, Maṣmūda (p. 259) ; si l'on accorde foi au texte d'Ibn al-Šayrafī, rapporté par Ibn 'Idārī, ce *hašam* était composé de deux mille esclaves noirs et de deux cent cinquante étrangers (*a'lāq*) (cf. *Bayān almoravide*, p. 57). Traiter l'organisation judiciaire de l'époque almoravide en une dizaine de pages (p. 265-278) ne peut rendre compte de la richesse culturelle de cette catégorie de *fuqahā'* et grands cadis (cf. *al-Qantara*, 1986, VII, p. 148-175) et expose l'auteur à de nombreuses erreurs, dont la date erronée de la mort d'Abū l-Walīd b. Rušd : 530 H. / 1135 pour 520 H. / 1126 (p. 271). La vie économique et sociale, traitée en vingt pages (p. 279-304), ne tient pas compte des *realia* de la vie quotidienne, rapportées par les recueils de consultations juridiques, pourtant si bien informés, des impôts illégaux au financement des moyens d'irrigation ou des forteresses, des contrats agricoles aux échanges commerciaux. Enfin, la vie intellectuelle est peinte de façon succincte : des tenants des *uṣūl al-fiqh* ou *uṣūl al-dīn* aux adeptes de la philosophie, aux autodafés des œuvres de Ġazālī et à la présentation des œuvres poétiques et littéraires de cette époque. L'ouvrage s'achève sur la description des réalisations artistiques et architecturales commandées par ce grand souverain.

Cet ouvrage n'en demeure pas moins intéressant. C'est un kaléidoscope du règne de ce souverain almoravide, encourageant le lecteur à poursuivre l'approfondissement des sujets et questions abordés.

Vincent LAGARDÈRE
(Université de Bordeaux III)

Sa'īd A'RĀB, *Ma'a l-qādī Abī Bakr b. al-'Arabī*. Beyrouth, Dār al-Ġarb al-islāmī, 1984. 248 p.

Trop souvent décriés, méconnus et délaissés, les grands cadis de la période almoravide (XI^e-XII^e siècles) commencent à être réhabilités à travers des études récentes et la publication de leurs œuvres demeurées à l'état de manuscrits inédits jusqu'à ces dernières années. Ce regain d'intérêt pour des personnalités aussi célèbres qu'Abū l-Walīd b. Rušd et Abū Bakr b. al-'Arabī fait augurer une redécouverte des ouvrages de consultations juridiques tels les deux éditions récentes des *fatāwā* d'Ibn Rušd (3 vol., même éditeur, 1987) et d'*al-Bayān wa-l-tahṣīl* du même auteur (20 vol., même éditeur, 1988).

Cet ouvrage, consacré au cadi Abū Bakr b. al-‘Arabī, analyse la vie, l’œuvre et l’influence de ce personnage hors du commun, sur lequel, il y a quelques années j’avais essayé d’attirer l’attention des chercheurs, pour la qualité de sa vie et de son œuvre (cf. « Abū Bakr b. al-‘Arabī, Grand Cadi de Séville », in *R.O.M.M.*, 40, 1985, 2, p. 91-102).

Dans sa première partie intitulée « Abū Bakr b. al-‘Arabī, sa vie et son influence » (p. 9-74), l’auteur étudie la vie éducative et intellectuelle de ce personnage que nous pouvons suivre avec d’autant plus de facilité et d’intérêt qu’il nous a laissé des mémoires forts détaillés sur ses divers apprentissages de la science en Andalousie et au cours d’un voyage d’étude de plus de dix années à travers les diverses régions du Moyen-Orient, les plus réputées pour leurs cercles d’études, et où se donnait un enseignement des matières négligées et méconnues à cette époque en Occident musulman : la méthodologie du Droit, le *Hilāf* et le *kalām* aš-ṣarī‘ī.

Ce voyage, qu’Abū Bakr b. al-‘Arabī effectue en compagnie de son père, avait aussi un but politique, qui n’a pas échappé à l’auteur, celui de légitimer le gouvernorat de Yūsuf b. Tāšfīn sur l’ensemble du Maġrib al-Aqṣā et d’al-Andalus. Je serai plus réservé sur la perspicacité politique dont l’auteur gratifie notre cadi, devant la montée du danger des Croisades et la prise de Jérusalem (p. 66). À aucun moment, Ibn al-‘Arabī ne fait la moindre allusion dans ses récits de voyage à ces graves événements : compte tenu de la chronologie du voyage de retour d’Ibn al-‘Arabī, on n’échappe pas à l’impression qu’il se trouve à Jérusalem au moment même où les chrétiens se présentent devant la ville. Or il ne semble pas avoir, en quoi que ce soit, été perturbé par ces événements. Cela paraît confirmer pleinement les idées de Sivan sur la lenteur de l’éveil musulman à l’idée de guerre sainte qui finit par se développer en Orient.

La deuxième partie (p. 75-88) est consacrée au retour de notre futur cadi et aux conséquences politiques de ce voyage. L’auteur signale le bon accueil fait à celui qui ramenait le rescrit califien consacrant le titre d’Amīr al-muslimīn attribué à Yūsuf b. Tāšfīn, mais oublie de signaler combien cette démarche fut longue avant d’aboutir. Il aurait pu s’appuyer sur la *fatwā* et la lettre de Ḡazālī adressées au souverain almoravide, marquant le regret que Yūsuf n’ait reçu son acte d’investiture (*taqlīd*) que bien après la bataille de Zallāqa; l’obtention d’un tel acte « ayant été retardée par l’interposition de quelque imprévu », ce qui expliquerait la rédaction tardive (13 ans plus tard) de cette proclamation (cf. *Studia Islamica*, LX, 1984, p. 123-125 et *al-Andalus*, XLII, 1977, 1, p. 361-374).

Le troisième chapitre s’attarde sur les fonctions de haute judicature exercées à Séville par Abū Bakr b. al-‘Arabī, ses obligations d’enseignement ainsi que l’énumération de ses 121 disciples, avant de nous détailler ses relations avec le nouveau pouvoir almohade. La députation sévillane à laquelle participa notre cadi, auprès du nouveau maître ‘Abd al-Mu’min, ne manque pas de soulever la question maintes fois débattue de la rencontre hypothétique d’Ibn Tūmart et de Ḡazālī. L’auteur souligne avec raison le doute émis par Ibn al-‘Arabī sur cette rencontre (p. 119) et la considère du domaine de la fable et du mythe fondateur, pure émanation des historiographes d’obéissance almohade. Mais il passe sous silence les contremorts et l’emprisonnement que subirent nos sévillans, conséquence de leur fronde face au nouveau régime (cf. Ibn ‘Idārī, *Bayān*, Hespéris-Tamuda, II, 1961, p. 84).

L’analyse des 92 ouvrages écrits par notre cadi et l’influence de cette œuvre font l’objet du quatrième chapitre (p. 121-180). Suit une interrogation sur la conception déterministe de la

création et de la vie humaine, adoptée par notre cadi, que l'on aurait aimé voir plus amplement traitée.

Enfin la dernière partie de l'ouvrage (p. 183-227) est une édition critique du *Tartib al-riħala li-l-tarġib fī l-milla* basée sur deux manuscrits : celui de la bibliothèque Selim Ağa d'Istanbul et celui publié en introduction du *Qanūn al-ta'wīl* d'origine privée. Cinq index permettent de l'utiliser au mieux.

Vincent LAGARDÈRE
(Université de Bordeaux III)

María Teresa FERRER i MALLOL, *Els sarráins de la corona catalano-aragonesa en el segle XIV : segregació i discriminació*. Barcelona, Consell Superior d'Investigaciones Científiques, 1987. XXXIV + 427 p. — *La frontera amb l'Islam en el segle XIV : cristians i sarráins al País Valencià*. *Ibid.*, 1988. XXIX + 533 p., 2 cartes.

Ces deux gros ouvrages en catalan font partie de la thèse de doctorat de María Teresa Ferrer, directrice de l'institut Milà i Fontanals, le très important centre d'histoire médiévale du C.S.I.C. à Barcelone. Un autre volume intitulé *Les aljames sarraines de la governació d'Oriola en el segle XIV*, à paraître, complétera cet ensemble impressionnant aussi bien par son volume que par l'abondance de la documentation utilisée et en partie publiée, puisque l'étude est suivie dans chaque cas par un gros index de documents transcrits (157 pour le premier volume et 238 pour le second). Deux index des noms propres complètent chaque volume et en facilitent le maniement, de même qu'une bibliographie pratiquement exhaustive.

On peut considérer que le second volume publié viendrait plus logiquement en premier dans la mesure où la présence d'une abondante population sarrasine dans les états de la Couronne d'Aragon est le résultat de l'avancée de la frontière entre la chrétienté et l'islam, et où c'est dans ce volume sur la frontière que se trouve un bon premier chapitre sur l'évolution de la population musulmane, faisant le point sur la situation d'un groupe ethno-religieux devenu minoritaire depuis la Reconquête. Mais l'aire concernée par le premier volume est par ailleurs plus vaste, puisqu'il s'intéresse à l'ensemble de la Couronne d'Aragon, dont Valence n'est que la partie la plus récemment conquise. En fait, les deux ouvrages constituent deux études centrées sur le même problème des rapports entre musulmans et chrétiens, mais relativement indépendants l'un de l'autre. L'étude sur la frontière présente donc d'abord le peuplement musulman dans le royaume de Valence à l'issue des révoltes et répressions qui ont marqué la seconde moitié du XIII^e siècle, depuis la conquête des années 1230-1245. De « majorité insoumise » qu'ils étaient à l'issue de l'occupation chrétienne, les musulmans valenciens (l'auteur préfère le terme de « sarrasins », utilisé par les documents, à celui de mudéjars, qui ne correspond pas au vocabulaire de l'époque) sont devenus une minorité « découragée quant à son avenir et vivant dans la crainte de la malveillance chrétienne, compréhensible dans une situation de guerre ouverte ou larvée avec des gens de même religion que cette minorité ». Le second chapitre présente aussi, de façon fort intéressante, la vision chrétienne des musulmans considérés comme une « cinquième colonne », confrontée à la réalité d'agitations sarrasines qui semblent davantage déterminées par l'oppression